

US ORLEANS LOIRET JUDO JUJITSU

**Siège social : Rue Fernand Pelloutier - BP 608
45016 ORLEANS CEDEX 1**

**Rapports
du Commissaire aux Comptes
Exercice clos au 31/12/2025**

US ORLEANS LOIRET JUDO JUJITSU

**Siège social : Rue Fernand Pelloutier - BP 608
45016 ORLEANS CEDEX 1**

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos au 31/12/2025**

Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels
Exercice clos au 31/12/2025

A l'Assemblée Générale de l'association US ORLEANS LOIRET JUDO JUJITSU,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association US ORLEANS LOIRET JUDO JUJITSU, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Le financement de l'association est assis principalement sur des subventions versées par les collectivités locales et territoriales. Le contrôle des actes de subventionnement et les techniques d'audit utilisées, nous ont permis de constater que les produits d'exploitation qui y sont liés, répondent aux caractéristiques d'image fidèle.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 22 Mai 2026
Le Commissaire aux comptes
ARCHE, représenté par

Norman ALLAL



Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques droits similaires					
Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	64 918	33 111	31 807	4 243	27 564
Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (II)	64 918	33 111	31 807	4 243	27 564
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours	4 392		4 392	3 343	1 049
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	16 017		16 017	13 101	2 916
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres créances	40 489		40 489	26 251	14 238
Charges constatées d'avance	4 030		4 030	1 665	2 365
Valeurs mobilières de placement					
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités	252 665		252 665	292 062	- 39 397
TOTAL (III)	317 592		317 592	336 422	- 18 830
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Ecart de conversion et diff. d'évaluation Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	382 510	33 111	349 400	340 665	8 735

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	35 000	35 000	
. Autres			
Report à nouveau	137 174	44 669	92 505
Excédent ou déficit de l'exercice	18 695	92 505	- 73 810
Situation nette (sous total)	190 869	172 174	18 695
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	16 283	2 959	13 324
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	207 153	175 133	32 020
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	12 680	11 837	843
TOTAL (III)	12 680	11 837	843
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 159	11 962	1 197
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	28 577	27 768	809
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	3 170	6 860	- 3 690
Produits constatés d'avance	84 661	107 106	- 22 445
TOTAL (IV)	129 566	153 696	- 24 130
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	349 400	340 665	8 735
ENGAGEMENTS REÇUS			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dons en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
ENGAGEMENTS DONNÉS			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	70	131	- 61	-46,56
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	134 600	124 858	9 742	7,80
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	55 111	18 175	36 936	203,22
. dont parrainages	12 700	8 267	4 433	53,62
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	625 580	555 365	70 215	12,64
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions	14 987	20 828	- 5 841	-28,04
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles	2 500		2 500	N/S
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	219	149	70	46,98
Total des produits d'exploitation (I)	833 066	719 506	113 560	15,78
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	19 683	15 218	4 465	29,34
Variations stocks	-1 049	-583	- 466	79,93
Autres achats et charges externes	363 751	290 346	73 405	25,28
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	7 481	4 296	3 185	74,14
Salaires et traitements	330 277	290 897	39 380	13,54
Cotisations sociales	72 340	68 748	3 592	5,22
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 863	4 544	319	7,02
Dotations aux provisions	12 680	11 837	843	7,12
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	6 553	1 392	5 161	370,76
Total des charges d'exploitation (II)	816 579	686 695	129 884	18,91
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	16 487	32 811	- 16 324	-49,75
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 208	1 857	351	18,90
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
et d'instruments de trésorerie				
Total des produits financiers (III)	2 208	1 857	351	18,90

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	2 208	1 857	351	18,90
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	18 695	34 668	- 15 973	-46,07
PRODUITS EXCEPTIONNELS		96 117	- 96 117	-100
Total des produits exceptionnels (V)		96 117	- 96 117	-100
CHARGES EXCEPTIONNELLES		38 280	- 38 280	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)		38 280	- 38 280	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)		57 837	- 57 837	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	835 274	817 480	17 794	2,18
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	816 579	724 975	91 604	12,64
EXCEDENT OU DEFICIT	18 695	92 505	- 73 810	-79,79
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolats	31 720	39 494	- 7 774	-20
Total	31 720	39 494	- 7 774	-20
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	31 720	39 494	- 7 774	-20
Total	31 720	39 494	- 7 774	-20

ANNEXE

Préambule

L'objet social de l'entité :

Créé en 1978, le club de l'US Orléans Loiret Judo Jujitsu est né de la fusion entre le Central Judo Club Orléanais et l'Union Sportive Orléanaise.

L'US Orléans Loiret Judo Jujitsu a pour objet la pratique de 5 disciplines : le Judo, le Jujitsu, le Taïso, le Ne Waza et le para-judo adapté.

La nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Avec 650 adhérents, plus de 100 ceintures noires, et 8 professeurs diplômés, l'USOLJJ assume un objectif constant depuis sa création : offrir une formation de grande qualité à ses pratiquants.

Avec le Dojo Jean-Claude Rousseau situé dans le quartier des Murlins, doté de 8 surfaces de combat (1000m2) et d'infrastructures modernes (salle de musculation, sauna...), 4 autres dojos dans l'agglomération donnent la possibilité aux orléanais de pratiquer un art martial à deux pas de chez eux, et de suivre la « voie de la souplesse » (traduction de Judo en japonais).

L'USOLJJ, c'est aussi, bien sûr, une vitrine du sport de haut niveau avec 12 Coupes d'Europe par équipes de clubs, chez les garçons comme chez les filles, et des résultats individuels extraordinaires : 12 médailles Olympiques et Paralympiques, ainsi que 78 médailles mondiales obtenues en Judo et Jujitsu.

L'USOLJJ compte 1 Champion Olympique (Marc Alexandre à Séoul en 1988) et 1 Championne Paralympique (Sandrine Martinet à Rio en 2016).

Les moyens mis en oeuvre :

L'équipe est composée notamment de :

- * 1 Directeur Technique
- * 8 professeurs diplômés
- * 2 entraîneurs haut niveau
- * 1 secrétaire comptable
- * 1 chargée de communication

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 349 399,54 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 18 695,08 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 13/05/2026 par les dirigeants.

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les règlements de l'Autorité des normes comptables n°2022-06 et n°2023-03, relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Ces règlements ont notamment pour effet :

- l'introduction de la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers ;
- l'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

L'application de ces règlements a conduit l'association à modifier la présentation des comptes annuels.

Au 31/12/25, les incidences liées à la comparabilité des comptes sont les suivantes :

- les transferts de charges d'exploitation viennent en diminution des charges auxquels ils se rattachent,
- les charges et produits exceptionnels sont présentés en autres charges et produits d'exploitation.

Principes, règles et méthodes comptables

Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2023-03/2022-06
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement ou à leur coût de production comprenant le coût d'acquisition des matières consommées, les charges directes et indirectes de production ou à leur valeur vénale.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Installations techniques 4 à 7 ans
- Matériels et outillages industriels 3 à 5 ans
- Matériels et outillages 3 à 5 ans
- Matériels de bureau & informatique 3 ans

Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition composé du prix d'achat et des frais accessoires d'achat, sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires inscrites dans les comptes annuels correspondent aux heures de bénévolat valorisées au SMIC en vigueur au 31/12/2025, soit 2 670 heures à 11.88 euros.

Il convient de noter qu'en parallèle de la valorisation du bénévolat, une mise à disposition des locaux par la Ville d'Orléans a été comptabilisée en charges de fonctionnement et en subvention de fonctionnement pour un montant de 6 932 € ainsi qu'une mise à disposition de créneaux pour 82 676 €.

Honoraires du commissaire aux comptes :

Les honoraires du commissaire aux comptes inscrits au compte de résultat s'élèvent à 6 072 €.

Rémunérations allouées aux dirigeants :

Les rémunérations allouées au titre de l'exercice ne sont pas mentionnées car cela reviendrait à communiquer une information individuelle. A noter que le président et les membres du bureau ne sont pas rémunérés.

Indemnités de départ à la retraite :

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 12 680.43 euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation : 3.2 %

Age de départ à la retraite : 65 ans

Table de mortalité : INSEE 2024

Seul le personnel encadrant et administratif est pris en compte dans calcul. Les professeurs ne font pas l'objet de l'engagement pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Notes sur le bilan actif

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	54 860	32 427	22 369	64 918
Immobilisations financières				
TOTAL	54 860	32 427	22 369	64 918

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	21 492	1 386		22 878
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	3 569			3 569
Matériel de transport	22 369	3 477	22 369	3 477
Matériel de bureau et informatique	3 187			3 187
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	50 617	4 863	22 369	33 111
TOTAL GENERAL (I+II+III)	50 617	4 863	22 369	33 111

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	3 343	1 049		4 392
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	3 343	1 049		4 392

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	16 017	16 017	
Autres créances	36 130	36 130	
Charges constatées d'avance	4 030	4 030	
TOTAL	56 177	56 177	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	7 150
Autres produits à recevoir	25 694
TOTAL	32 844

Notes sur le bilan passif

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	35 000				35 000
Dont générosité du public					
Report à nouveau	44 669	92 505			137 174
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	92 505	-92 505	18 695		18 695
Dont générosité du public					
Situation nette	172 174		18 695		190 869
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	2 959		16 000	2 676	16 283
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	175 133		16 000	2 676	207 153
TOTAL dont générosité du public					

Subvention d'investissement**Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Mairie d'Orléans	Matériel sportif	4 800			4 800
Mairie d'Orléans + Région Centre Val de Loire	Minibus		16 000		16 000
TOTAL		4 800	16 000		20 800

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
Mairie d'Orléans	Matériel sportif	1 841	960		2 801
Mairie d'Orléans + Région Centre Val de Loire	Minibus		1 716		1 716
TOTAL		1 841	2 676		4 517

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	13 159	13 159		
Dettes fiscales et sociales	28 577	28 577		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	3 170	3 170		
Produits constatés d'avance	84 661	84 661		
TOTAL	129 566	129 566		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	6 143
Dettes fiscales et sociales	16 797
Autres dettes	3 170
TOTAL	26 110

US ORLEANS LOIRET JUDO JUJITSU

**Siège social : Rue Fernand Pelloutier - BP 608
45016 ORLEANS CEDEX 1**

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées
Exercice clos au 31/12/2025**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2025**

A l'Assemblée Générale de l'association US ORLEANS LOIRET JUDO JUJITSU,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à ORLEANS, le 22 Mai 2026
Le Commissaire aux comptes
ARCHE, représenté par

Norman ALLAL

